

Menaces sur la croissance 2007

Amid Faljaoui

La Bourse de Bruxelles se porte bien. Entre début juin et la mi-septembre, elle a grimpé de 12 %, soit encore le meilleur score européen après Madrid. Mais la croissance économique européenne en 2007 risque, en revanche, d'être plus faible qu'en 2006. De quoi inquiéter les dirigeants d'entreprise européens.

En terme de croissance, le deuxième trimestre 2006 a été particulièrement bon pour la zone euro, mais ces chiffres, même s'ils sont les bienvenus, n'augurent en rien de la bonne tenue de nos économies pour 2007. À en croire les économistes, l'année 2007 serait même l'année de tous les dangers. En fait, notre croissance pour l'année prochaine risque même d'être freinée par plusieurs facteurs. Lesquels ? *Primo*, la politique budgétaire expansive menée par plusieurs poids lourds européens arrive à sa fin. C'est le cas, par exemple, de l'Allemagne, qui va hausser son taux de TVA de trois points en janvier 2007, ce qui va freiner le pouvoir d'achat des Allemands et donc aussi nos exportations. Cette hausse du taux de TVA est d'autant plus incompréhensible que l'Allemagne n'est plus « l'homme malade » de l'Europe (en tout cas, plus depuis plusieurs mois) et l'entêtement d'Angela Merkel à augmenter la TVA risque donc de faire échouer la reprise allemande constatée depuis quelques mois. Et d'ailleurs, le jour-

nal économique français *Les Échos* ne dit pas autre chose : « L'Allemagne va bien, l'Allemagne va mieux, mais cela pourrait ne pas durer. Les hésitations d'Angela Merkel, au plus bas désormais dans les sondages, sont d'ailleurs aujourd'hui la principale menace qui pèse sur la reprise allemande. Depuis un an, en Allemagne, c'était avec Angela Merkel, sa grande coalition et la Coupe du monde de football, l'euphorie. La machine était, semble-t-il, bien repartie. Une croissance forte, 2 % cette année, on n'avait pas vu cela depuis cinq ans. 200 000 chômeurs en moins en douze mois. Des exportations record. Un redémarrage, ces derniers mois, de l'investissement et de la consommation. Une réduction finalement des déficits publics et le retour, dès cette année, dans les clous de Maastricht. Bref, le cercle vertueux de la croissance semblait bel et bien enclenché ». C'était pour l'Europe, et en particulier la Belgique, une excellente nouvelle puisque l'Allemagne est, avec la France, notre principal partenaire

commercial. Le problème, c'est qu'on peut effectivement se demander si ce beau scénario n'est pas menacé. Par qui ? Mais par ce qui se passe en Allemagne sur le plan politique. D'abord, parce que la grande coalition d'Angela Merkel est très divisée sur la politique à mener. En Allemagne aussi, la croissance a apporté, avec elle, de nouvelles interrogations. Elle a, par exemple, généré d'énormes surplus fiscaux et sociaux (15 milliards d'euros cette année). Que faire de cette cagnotte inattendue ? Faut-il aussi profiter de la croissance retrouvée pour accélérer les réformes – celles du marché du travail, de la fiscalité ou de l'assurance maladie ? Quelles réformes privilégier ensuite ? Sur toutes ces questions, note *Les Échos*, « la grande coalition, c'est devenu les grandes divisions. Des oppositions à fronts renversés d'ailleurs avec des socialistes en « Père la rigueur » et une droite très soucieuse de social ! Dans ce brouhaha, une seule chose est pourtant définitivement acquise : c'est le relèvement de trois points de la TVA. Elle sera portée, au 1er janvier 2007, de 16 % à 19 %. Avec l'augmentation des cotisations maladies, c'est une mesure qui inquiète les industriels allemands. Elle va plomber la consommation des ménages. Elle pourrait coûter l'an prochain un point de croissance au pays. Elle n'est pourtant plus utile aujourd'hui, la croissance ayant permis de résorber une partie des déficits publics. L'Allemagne n'est plus « l'homme malade » de l'Europe, explique volontiers Angela Merkel depuis quelques mois. Par erreur de politique économique, elle pourrait le redevenir » conclut *Les Échos*.

Immobilier en danger

Secundo, la hausse de la TVA en Allemagne n'est pas la seule menace sur la croissance 2007 : le fait que l'Italie, un autre poids lourd de la zone euro, ait programmé 20 milliards d'euros d'économies dans le prochain budget n'est pas non plus un bon signe. L'économiste Patrick Artus a calculé que cela risque de coûter à la zone euro plus d'un demi-point de croissance ! L'autre menace sur la croissance de la zone euro vient des États-Unis. Il est à craindre que la lo-

comotive américaine ne s'essouffle en 2007, ce qui est évidemment très mauvais pour nos exportations et donc notre propre croissance. En clair, l'essoufflement américain proviendra du ralentissement du secteur de l'immobilier, un secteur qui est à l'origine d'un tiers des créations d'emplois aux États-Unis. Et là aussi, si ce ralentissement se confirme, il se traduira par un quart de point en moins dans la croissance européenne de 2007. Pas de quoi se réjouir donc. La menace suivante, qui découle de la précédente, c'est que si la croissance américaine faiblit, la banque centrale locale diminuera ses taux d'intérêt, ce qui aura pour effet de faire baisser mécaniquement le dollar face à l'euro. Et cela pénalisera nos exportations, et donc notre croissance de 0,2 point, toujours selon l'économiste Patrick Artus. Bref, voilà pourquoi la croissance de la zone euro a, hélas, toutes les chances d'être plus faible en 2007 qu'en 2006.

Baril à 250 dollars

Reste à évoquer la dernière menace : le prix du pétrole. Dans l'acharnement mis par l'Iran à se doter d'une arme nucléaire, ce qui étonne le plus le grand public, c'est la patience dont fait preuve la communauté internationale à l'égard de l'Iran. En clair, pourquoi prendre autant de pincettes avec ce pays, pourquoi ne pas appliquer immédiatement des sanctions économiques ? D'autant que ce conflit larvé a un impact sur les cours du baril et donc sur notre croissance économique. Parce qu'à question simple, réponse nuancée. *Primo*, parce que l'historique des sanctions et autres embargos économiques n'est pas concluant. Hélas, les cas d'échec sont plus nombreux que les cas de réussite. Des exemples ? L'embargo économique sur la Rhodésie et l'Afrique du Sud, du temps de l'*apartheid*, n'a pas eu l'impact escompté. À Cuba, malgré un demi-siècle de sanctions américaines, les frères Castro tiennent toujours d'une main de fer leur île. Quant à l'Irak, la tribu médiatique des « il n'y a qu'à » a bien vu que l'embargo a été en partie détourné par quelques corrompus qui se sont enrichis *via* le programme « pétrole contre nourriture ».

Et puis, ne l'oublions pas, les sanctions prises à l'époque contre l'Inde et le Pakistan n'ont pas réussi à empêcher ces deux pays de posséder la bombe nucléaire. Bref, la voie des sanctions ou de l'embargo n'est pas la meilleure. Encore faudrait-il s'assurer que ni la Russie ni la Chine n'opposeraient leur veto à l'ONU contre d'éventuelles sanctions. Les intérêts économiques de ces deux pays en Iran sont importants et ils savent qu'ils seraient les premières victimes collatérales en cas d'embargo sur les ventes d'armes ou sur les livraisons de pétrole. *Secundo*, l'impact d'une hypothétique crise majeure avec l'Iran a déjà été calculé par les économistes. Le baril de brut bondirait des 64 dollars où il s'est réfugié momentanément pour filer tout droit vers les 105 dollars. Le problème, c'est qu'au-delà du seuil fatidique des 85 dollars, la hausse du brut finirait par avoir un impact sur l'inflation. Avec un baril qui fluctuait ces derniers mois autour des 70 dollars, les entreprises ont pu rogner sur leurs marges pour ne pas devoir augmenter leurs prix de vente. Mais demain ? Qu'en sera-t-il si le baril passe durablement le cap des 85 dollars ? La réponse est, hélas, assez claire : l'inflation augmentera mécaniquement. Et qui dit hausse de l'inflation dit hausse des taux d'intérêt et donc décélération de la croissance économique. La croissance de 2007, qui semble déjà compromise aux dires de certains économistes, serait alors définitivement compromise. Bref, de là à se retrouver devant

un début de récession similaire à la période qui a suivi le choc pétrolier du début des années 80, il n'y a que le temps d'une simulation économétrique. Bien entendu, dans ce « scénario du pire », on ne tient pas compte de la dépendance économique de l'Iran. Bien qu'étant deuxième exportateur au monde de pétrole, l'Iran doit importer 40 % de son essence, car il ne dispose pas des raffineries nécessaires. Et sans sa manne pétrolière, le gouvernement serait aujourd'hui dans l'incapacité d'acheter la paix sociale en subsidiant des produits de consommation aussi fondamentaux que le pain ou le diesel. D'où l'interrogation : si la Chine et la Russie freinent des quatre fers pour ne pas mettre en péril leurs intérêts économiques, si les États-Unis n'optent pas pour une solution militaire de peur d'être entraînés dans un 3e conflit militaire (Afghanistan, Irak), si les Européens sont frileux après le fiasco libanais, que restera-t-il comme sanctions possibles, à part l'humiliante interdiction de voyager à l'étranger imposée aux dignitaires du régime iranien ? Pas grand chose. Et c'est pourquoi certaines banques d'affaires n'hésitent plus, aujourd'hui, à imaginer le « scénario du pire » pour 2007 : le blocage par l'Iran du détroit d'Ormuz, détroit par lequel transitent 31 % de la production mondiale. Si ce scénario en forme de cauchemar devait se vérifier, alors le baril atteindrait 150, 200, voire 250 dollars. Autant ne pas y penser ! ●